

Débat sur la sortie de l'euro

Vouloir quitter la monnaie unique est un mirage dangereux
Pierre Khalfa, *L'Humanité*, 15 janvier 2011

Quelle monnaie ? Est-ce bien la question ?
Catherine Samary

Réaction aux contributions de Catherine Samary et de Pierre Khalfa.
Jacques Sapir, 20 janvier 2011

La monnaie ? L'euro ? Ne pas se tromper de débats
Réponse à Jacques Sapir
Pierre Khalfa et Catherine Samary

Vouloir quitter la monnaie unique est un mirage dangereux
Pierre Khalfa, Porte-parole de l'Union syndicale Solidaires, membre du Conseil scientifique d'Attac, *L'Humanité*, 15 janvier 2011

La zone euro devait permettre la convergence des économies européennes, protéger les Européens de la crise et faire de l'Union européenne (UE) une zone de stabilité. Or, année après année, les économies européennes ont divergé et la crise a plus fortement touché l'UE que les États-Unis. La zone euro est soumise à une spéculation sur les dettes publiques qui est invoquée pour imposer aux populations une véritable purge sociale, mettant en péril l'existence même de la monnaie unique. Les marchés financiers risquent de la faire exploser en plein vol.

Au lieu d'être un espace de coopération, l'UE a fait de la concurrence entre les États membres l'axe central de sa construction. Elle s'est érigée sur un dumping fiscal et social. L'euro est pris dans une contradiction fondamentale : il est la monnaie unique d'États qui sont en guerre économique. L'UE s'est mise volontairement dans les mains des marchés financiers. Le financement des déficits budgétaires s'est opéré par le recours aux banques privées, la Banque centrale européenne (BCE) ne voulant, ni ne pouvant, les financer. L'Europe néolibérale est donc une cangue dont il faut se libérer. Mais pour quoi faire ?

Certains, à l'extrême droite, à droite, mais aussi à gauche, prônent une sortie de l'euro et la mise en place, conjointement aux monnaies nationales, d'une monnaie commune. Selon eux, il serait impossible d'avoir une monnaie unique dans un espace économique marqué par une profonde hétérogénéité. Or l'hétérogénéité des États-Unis n'est pas moindre que celle de l'UE. Cela ne les empêche pas d'avoir le dollar comme monnaie unique car existent des mécanismes de solidarité entre les États et un budget fédéral conséquent – 20 % du PIB, à comparer au 1 % du budget de l'UE. Le problème est donc moins l'euro que la politique de l'euro menée par une BCE hors de tout contrôle démocratique et indifférente à l'emploi, ainsi que le « corsetage » des politiques publiques par les critères du pacte de stabilité. De plus, monnaie commune ou euro, le problème est le même : comment maintenir une coopération monétaire dans un contexte de guerre économique qui, avec le retour aux monnaies nationales, se transformerait en guerre monétaire européenne ?

La question que nous devons nous poser est de savoir si une sortie de l'euro permettrait ou non plus de solidarité. La réponse est facile à concevoir. Dans une Europe avec des gouvernements qui, quelle que soit leur couleur politique, se refusent à remettre en question en quoi que ce soit la logique du capital, l'éclatement de la zone euro conduirait à une série de dévaluations compétitives. Chaque pays essaierait de prendre des parts de marché à ses voisins, une telle orientation se traduisant d'ailleurs par un jeu à somme nulle, dans une Europe dont les économies sont intégrées. Loin d'induire plus de solidarité entre les peuples, il se traduirait par encore plus de concurrence, de dumping social et fiscal, avec pour conséquence une aggravation des tensions xénophobes et nationalistes. La sortie de l'euro s'avère un mirage dangereux.

Que faire, donc ? Certainement pas ce que sont en train de nous concocter la Commission et les gouvernements, qui veulent modifier le traité de Lisbonne en catimini pour pouvoir durcir encore les politiques antisociales. Il faut, au contraire, s'atteler à un processus de refondation radicale de l'UE afin de délivrer celle-ci des marchés financiers et la mettre au service des peuples. Les voies pour y arriver ne peuvent être déterminées a priori. Elles dépendront pour une large part des évolutions de la crise interne de l'UE et des situations politiques dans les différents États membres. Ainsi, un pays, ou un groupe de pays, souhaitant réellement rompre avec le néolibéralisme sera sans aucun doute soumis au diktat conjoint des marchés et des règles actuelles de l'UE. Ne pas y céder et provoquer, si nécessaire, une crise dans l'UE sera alors la condition pour entamer un processus de transformation sociale. Mais un aspect mérite d'être souligné : rien ne sera possible sans de puissantes et pérennes mobilisations sociales et citoyennes au niveau européen qui bouleversent les rapports de forces actuels.

On ne comblera pas en peu de temps l'écart entre les mobilisations nécessaires pour rendre crédible un autre projet européen et l'état actuel des mouvements sociaux syndicaux et politiques. Ce fait, combiné à l'hétérogénéité des situations, peut favoriser l'hypothèse qu'il serait plus réaliste et efficace de sortir de l'euro pour résister aux plans sociaux. Cela n'a rien d'évident. Mais pour en débattre, il faut d'abord rejeter les *fausses évidences*, enfermées dans un fétichisme des monnaies (qu'il s'agisse de l'euro, du franc ou d'une monnaie commune).

On lit par exemple sur le site du M'PEP¹ (en septembre) : « pour partager une monnaie unique, il faut des niveaux de développement homogènes ». Mais, comme toutes les monnaies « nationales », le franc a unifié un territoire hétérogène : les budgets (voire, dans le cadre de la reconstruction d'après-guerre, des investissements planifiés avec des fonds publics) ont cherché à réduire les inégalités... Car il est vrai que si l'on applique à un territoire économiquement hétérogène la *seule concurrence de marché*, alors les inégalités se creusent : la compétition libre entre inégaux renforce... les plus forts.

Cela s'est réalisé au sein de la zone euro. Mais ce n'était pas fatal : c'est justement la compréhension largement consensuelle que la monnaie unique risquait d'aggraver les inégalités qui avait conduit les gouvernements de l'UE à introduire en 1994 un « fonds de la cohésion » visant à aider les pays membres dont le PIB était inférieur à 90% de la moyenne communautaire (Grèce, Portugal, Espagne et Irlande). Ces pays avaient aussi bénéficié (comme chaque région en-dessous de 75% du PIB moyen), de « fonds structurels » augmentés en 1975 face à l'hétérogénéité croissante de la Communauté. Mais l'Acte unique de 1986 (négocié après le tournant néo-libéral de la gauche française) accentua la logique de concurrence par la libre circulation des capitaux et l'unification allemande produisit un choc radical. En contre-partie de l'abandon du DM, le couple franco-allemand négocia le carcan monétariste de Maastricht et l'absence de solidarité financière entre Etats : les financements privés seuls devaient répondre aux besoins d'investissements. La concurrence sur la fiscalité et les salaires allait marquer le nouvel élargissement vers l'est de l'Union. Au lieu d'être augmentés; les fonds structurel du budget européen seront plafonnés... Mais il s'agit de choix. Pas de l'euro.

« Une monnaie « commune permettrait la solidarité et la coopération avec les pays qui le souhaiteraient », suggère le même texte du M'PEP. Certes. Mais ce n'est toujours pas une question monétaire. La solidarité et la coopération peuvent être prônées avec l'euro comme avec des pays qui ne partagent avec nous aucune monnaie... A l'inverse, malheureusement, la même monnaie, commune par exemple, « permettrait » tout autant des politiques de régression sociale : c'est ce qui s'est passé dans les années 1980. Avec le franc pour monnaie « souveraine », et l'écu pour monnaie commune², on a vécu le tournant vers l'austérité et les politiques néo-libérales, sous la présidence de F. Mitterrand, en 1982-1983 : avec une chute de dix points de la part des rémunérations salariales dans la valeur ajoutée en quelque dix ans, en s'ajustant sur l'austérité allemande... Et ce SME a connu une crise majeure (avec spéculation massive sur les monnaies) en 1992 forçant à élargir les marges de fluctuations à 15% autour des parités ... accélérant l'orientation vers une monnaie unique. Il est peu convaincant d'affirmer aujourd'hui qu'un retour arrière serait stabilisateur, ou facile – encore moins, en lui-même, porteur de solidarités.

Jacques Sapir³, tout en prônant d'aller vers une monnaie commune, préconise deux mesures : une

¹ <http://www.m-pep.org>

² Il s'agissait alors du SME – système monétaire européen- introduit en 1979, doté, de taux de changes fixés par les BC, mais ajustables...comme le prône Jacques Sapir aujourd'hui, sur le site de *Mémoire des luttes*, <http://medelu.org>, « Vers une crise terminale de la zone euro »

³ cf. article cité en 2

monétisation de la dette (levée des clauses de Maastricht interdisant aux BC de financer les dettes publiques) ; et un contrôle des mouvements de capitaux. Ces mesures sont indispensables pour aller vers un contrôle public des financements. Mais on peut en formuler l'exigence sans sortir de l'euro... En elles-mêmes, elles impliquent une remise en cause des Traités européens actuels. Mais ce n'est pas l'euro ni le montant des dettes qui sont causes de l'instabilité appelée « crise », ce sont les financements spéculatifs jouant sur les maillons faibles d'une Union sans cohésion ni solidarité. Les gouvernements européens doivent introduire des financements européens dits « solidaires » pour contrer cette spéculation – et sont donc obligés de modifier les Traités. Mais ils veulent introduire des mesures injustes, inefficaces et non démocratiques, parce qu'il s'agit de renforcer les fardeaux pesant sur les populations en comprimant les dépenses sans toucher la logique des financements privés et des marchés.

C'est donc le moment de marteler des exigences démocratiques et sociales pour construire une autre Europe : refuser les plans sociaux européens en exigeant, par des mobilisations nationales et européennes, un processus constituant pour la mise à plat des Traités, avec un contrôle pluraliste public de tous les modes de financements européens, appuyé sur un audit public sur les dettes et un moratoire de leur paiement.

L'enjeu est l'émergence d'un « non de gauche » aux plans anti-sociaux - européens et nationaux. Il devra être l'adversaire irréductible des nationalismes racistes et de l'ethnisation des questions socio-économiques... notamment monétaires. Il faut mettre en évidence, derrière la monnaie, des choix sociaux et politiques, exprimer des objectifs mobilisateurs solidaires contre les politiques dominantes (des priorités sociales et écologiques ; des processus démocratiques), avec une « géométrie variable » quant aux scénarios (politiques et monétaires) largement imprévisibles – mais en valorisant les aspirations à une Europe solidaire et sans frontières contre toutes les divisions racistes.

Réaction aux contributions de Catherine Samary et de Pierre Khalfa.

Jacques SAPIR (20 janvier 2011)

Les courts textes écrits par Catherine Samary et Pierre Khalfa résument bien les réactions des la « gauche de la gauche » aux problèmes monétaires actuels, tout en montrant aussi des divergences. Je ne prétends pas que la position de Samary soit entièrement assimilable à celle de Khalfa, bien au contraire.

Il me semble tout d'abord que ces deux textes ne perçoivent pas l'asymétrie fondamentale que l'on observe sur les questions monétaires. Si l'on *peut* avoir une politique avec une monnaie nationale que soit aussi nocive que celle que nous avons avec l'Euro (et, sur ce point, je suis d'accord avec Catherine Samary), une politique alternative ne pourra être menée aujourd'hui *que si nous récupérons notre souveraineté monétaire*. Autrement dit, la souveraineté monétaire est une condition nécessaire mais non suffisante.

Catherine Samary parle de « *fausses évidences* » liées à un « *fétichisme de la monnaie* ». Ceci me semble profondément faux. Ce n'est nullement être fétichiste que de reconnaître qu'une monnaie est une institution importante dans une économie capitaliste. Autant ai-je critiqué les positions que j'ai qualifiées d'*essentialistes* sur la question de la monnaie (Aglietta, et dans une moindre mesure Orléan) autant je considère la monnaie comme une institution dont le rôle devient crucial dès que l'on considère plusieurs pays et dès que l'on touche aux formes prises par le partage de la valeur ajoutée. De ce point de vue, il me semble que Catherine Samary tombe dans l'erreur inverse des essentialistes. Là où ces derniers voient dans la monnaie une institution *centrale* aux économies capitalistes, elle tend à minorer considérablement son importance au point de la considérer comme secondaire. Ce faisant, elle ignore les règles profondément différentes qui peuvent exister entre une économie soumise à l'étalon-or et une économie où règne une pure monnaie bancaire. De même ne va-t-elle pas faire de différence, en ce qui concerne la situation des salariés, entre les règles d'une économie soumise à une concurrence monétaire (cas des économies soumises à la dollarisation) et une économie où cette concurrence est réduite voire abolie.

Le texte de Pierre Khalfa est bien plus pauvre théoriquement. Il se concentre sur ce qui pourrait survenir en cas de sortie de la zone Euro. Mais une succession de dévaluations compétitives n'est que l'une des possibilités. Devrait-on abandonner les chemins de fer sous prétexte que certains s'en sont servis pour les camps d'extermination ?

Ma position se fonde sur une compréhension de la monnaie comme une institution importante mais dont le rôle doit être apprécié en conjonction avec d'autres institutions, comme la nature des relations sociales (la confiance), ou les structures de l'appareil productif¹. Si ces institutions donnent un sens à la monnaie, celle-ci permet, ou ne permet pas, la réalisation des compromis sociaux et économiques qui fondent ces autres institutions. C'est dans la compréhension que les institutions fonctionnent comme un ensemble que je puise ma thèse d'une importance de la monnaie. Dès lors, toucher à la monnaie n'est ni toucher aux fondements de l'économie capitaliste ni un simple ajustement trivial. C'est une action qui prend son sens dans le cadre d'un projet concernant et les relations sociales et les structures économiques.

¹ Il pourra sembler étrange que je considère et les relations sociales et les structures de l'appareil productif comme des institutions. En fait, chacune de ces structures est construite par un ensemble d'institutions locales qui font système et qui définissent une méga-institution qui caractérise alors le compromis social et économique dominant.

Dès lors, il devient possible de comprendre pourquoi je considère qu'une monnaie unique, tant que n'existe pas un cadre politique unique, est une erreur, et pourquoi je cherche à en faire sortir mon pays. Trois arguments, partant du plus pratique au plus théorique fondent mon opinion.

(I) Nous voyons actuellement se développer une politique qui prend appui sur l'Euro pour imposer de nouvelles restrictions budgétaires et de nouvelles régressions sociales.

Ceci est très compréhensible si l'on regarde les conditions de choc budgétaire qui seraient nécessaire pour stabiliser (et non réduire) la crise de la dette qui est la cause directe des spéculations sur l'Euro.

Estimation du choc budgétaire nécessaire à une stabilisation en niveau de la dette publique dans la zone Eueo

	Montant de la dette fin 2010 en % du PIB	Ampleur du déficit en 2010	Déficit (-) ou excédent (+) possible pour assurer la stabilité de la dette	Idem, après révision des chiffres de croissance (base Commission Européenne)	Idem, après révision par les différents organismes de conjoncture économique.	Choc budgétaire potentiel minimal en % du PIB de 2010	Choc budgétaire potentiel maximal en % du PIB de 2010
Allemagne	77	-4,2%	-1,9%	-1,8%	-1,6%	2,3%	2,6%
Belgique	102	-4,9%	-1,6%	-1,6%	-0,9%	3,3%	4,0%
France	85	-7,6%	-1,1%	-0,7%	-0,6%	6,5%	7,0%
Italie	118	-5,1%	-0,1%	0,7%	1,9%	5,0%	7,0%
Espagne	66	-9,3%	1,1%	1,8%	2,6%	10,4%	11,9%
Portugal	86	-7,3%	2,7%	4,1%	5,0%	10,0%	12,3%
Irlande	78	-17,7%	2,2%	3,8%	4,7%	19,9%	22,4%
Grèce	124	-7,9%	12,0%	13,8%	15,1%	19,9%	23,0%
Grèce et financement FMI	124	-7,9%	6,3%	8,0%	9,3%	14,2%	17,2%

Si le choc budgétaire est relativement limité pour un pays comme l'Allemagne, il est bien plus important pour des pays comme la Belgique, la France et l'Italie, et clairement insupportable pour des pays comme l'Espagne, le Portugal, l'Irlande ou bien entendu la Grèce.

Non seulement des chocs budgétaires de cet ordre auront des conséquences *directes* dramatiques, mais les conséquences *indirectes* (induites par l'effet généralisé de dépression issu de ces ajustements) seront aussi importantes.

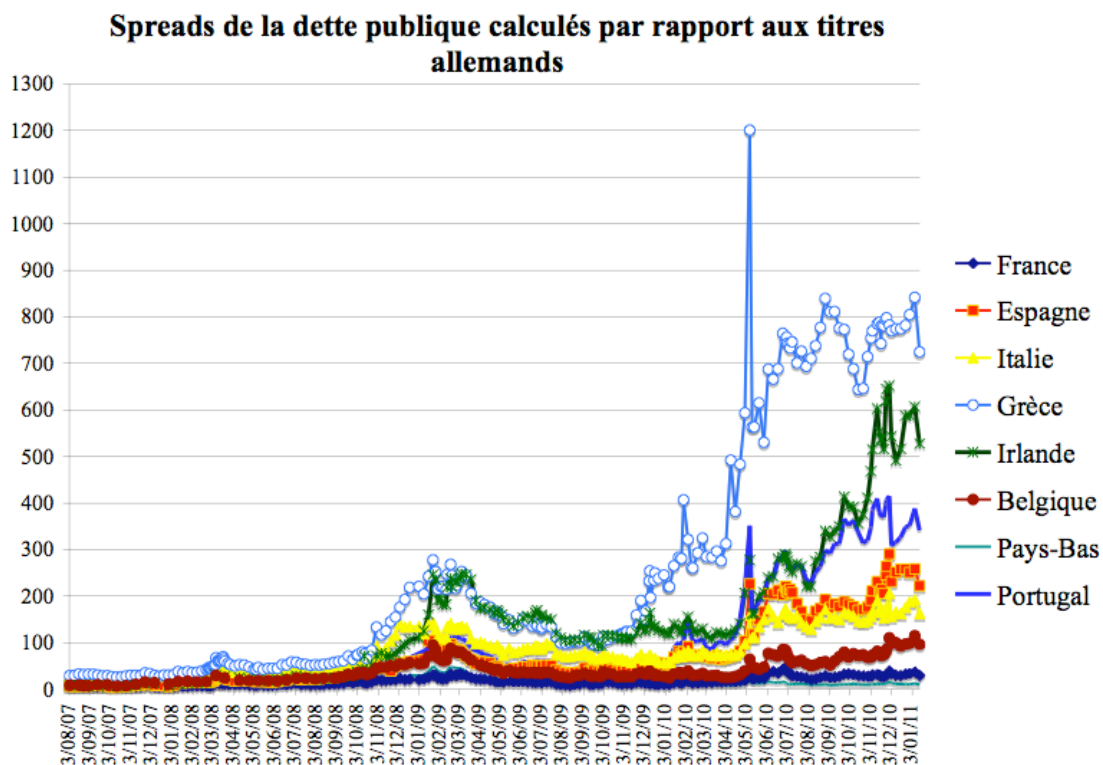
Il faut ajouter que le problème n'est pas limité aux seules questions budgétaires. Nous voyons se développer une offensive du patronat visant à faire baisser, toujours plus, la part des salaires dans la valeur ajoutée. Que ce type de politique soit suicidaire n'empêche nullement les patrons de vouloir la mener car chacun voit midi à sa porte et aucun ne perçoit les conséquences collectives de telles politiques.

Bien sûr, on pourrait avoir une zone Euro dégagée des marchés financiers (ce qui est juste mais peut aussi s'appliquer à une monnaie nationale comme nous le voyons actuellement en Corée du Sud et à Taiwan), avec des politiques de croissance menées de manière coordonnée par les pays membres. Mais, en l'état actuel, ceci relève de la fantaisie. On peut toujours se

complaire, comme Pierre Khalifa et dans une moindre mesure Catherine Samary, en des incantations sur un « autre Euro » et sur une « autre Europe ». Mais ces incantations relèvent, à mon humble avis, de la religion et non de l'économie. Nous les avons entendues depuis 1985 mais jamais elles ne se sont concrétisées. De même, dire qu'il faudrait construire l'Europe sociale est dans le cadre des institutions européennes actuelles au mieux un vœu pieux, au pire un mensonge pervers.

Dans les conditions actuelles, l'Euro va rester dépendant des marchés financiers. Or, la divergence des « spreads » par rapport à la dette allemande est un phénomène désormais massif.

Graphique 1



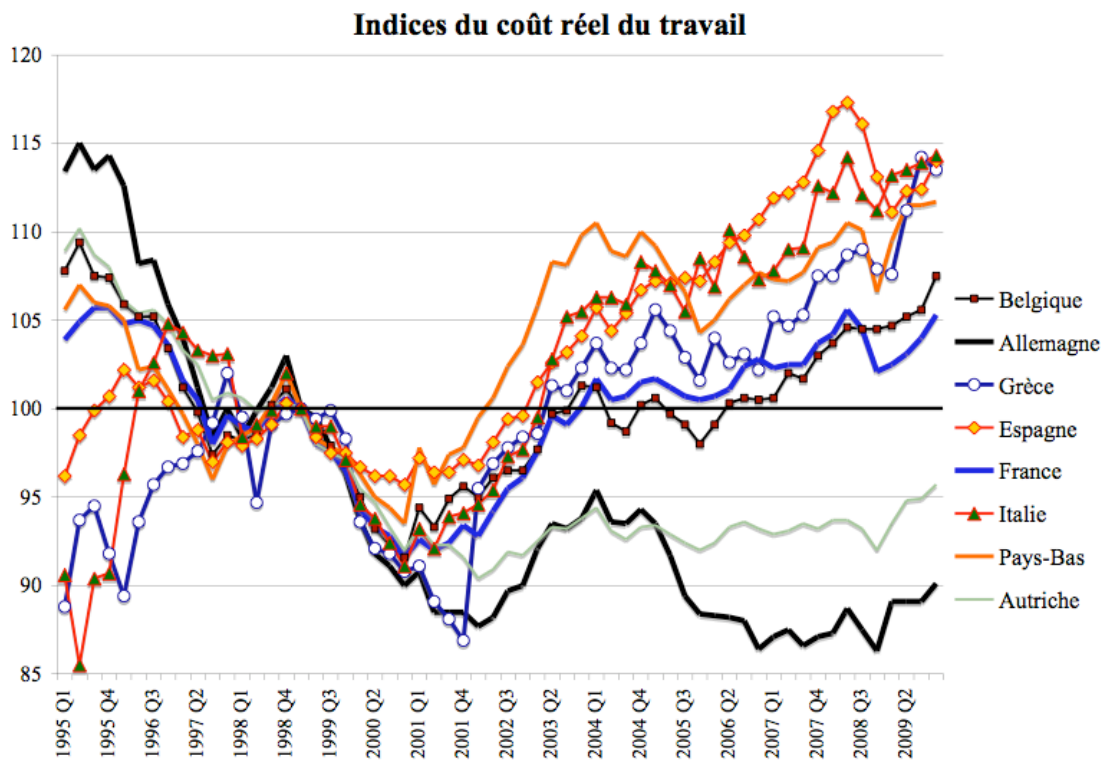
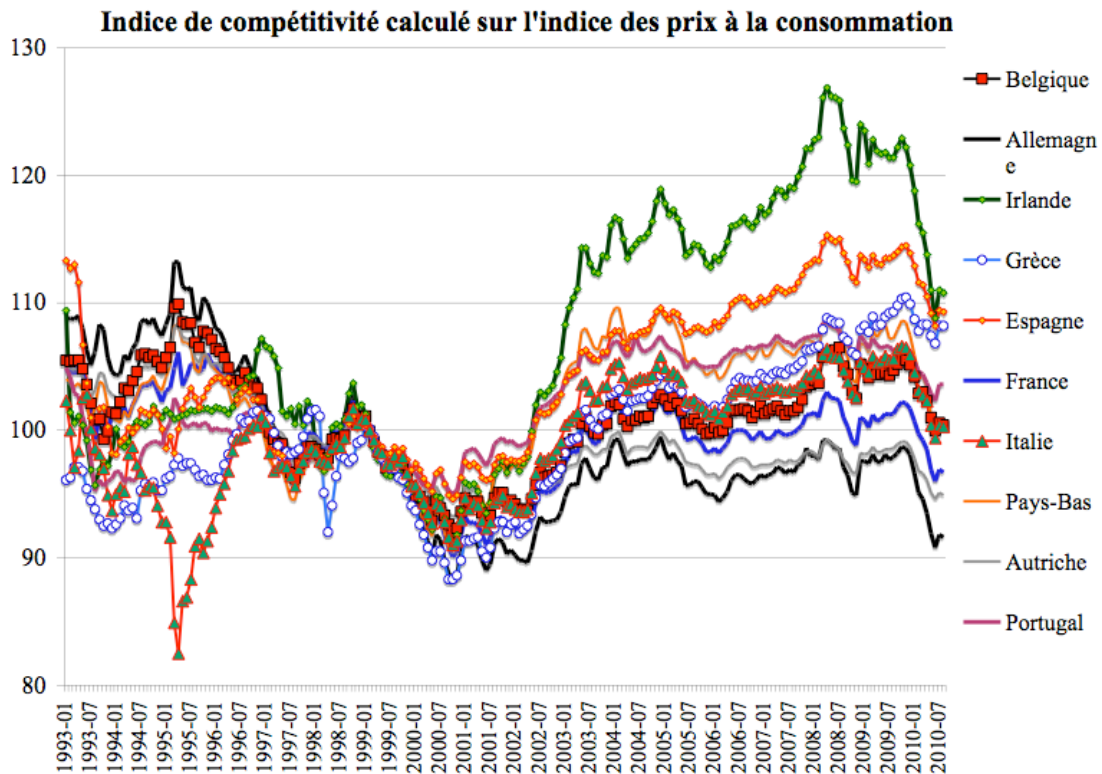
Source : Agence France-Trésor, données au 14 janvier 2011.

Il est donc clair que la seule solution qui puisse nous être proposée par les gouvernements dans le cadre actuel passera par un ajustement budgétaire massif dans l'espoir –sans doute vain- de calmer ces marchés financiers. Il est d'ailleurs illusoire d'espérer un accord (à l'unanimité) entre les pays de la zone Euro sur des contrôles de capitaux qui permettraient de nous dégager de l'emprise des marchés financiers. Ce qui peut être obtenu par un pays (et on le voit aujourd'hui en Corée du Sud) est impossible de fait sur 16 pays.

(II). Plus généralement, l'Euro pour être viable implique que des transferts budgétaires massifs existent en fonction de la divergence des économies des pays membres.

Or cette divergence a en réalité augmenté depuis l'introduction de l'Euro. Ceci est particulièrement vrai quant à la compétitivité relative des économies.

Graphiques 2a et 2b



Source : base de données de l'OCDE.

Il est significatif à cet égard que l'Allemagne, mais aussi la Slovaquie et les Pays-bas s'opposent à toute généralisation des transferts. Comment obtenir une évolution non pas dans *un* pays (le nôtre) mais dans les 16 pays de la Zone Euro, et comment faire pour que cette évolution soit coordonnée est un problème majeur, que n'évoquent ni Catherine Samary ni Pierre Khalfa.

(III). Fondamentalement, nous savons depuis François Guizot que la construction des institutions est le produit de la lutte des classes (1828). Nous savons aussi que ceci fonctionne dans un cadre relativement clôt, celui de l'État-Nation.

Guizot fait d'ailleurs le lien entre la lutte des classes et la construction d'espaces de souveraineté. L'existence de frontières est aussi un préalable à la démocratie (une condition nécessaire, mais non suffisante). On comprend pourquoi. Dans un cadre relativement clôt (qui admet des flux, mais qui les soumet au principe de souveraineté) les classes sociales ont plus de chance d'arriver à des compromis favorables aux plus nombreux, le « Tiers-Etat » pour Guizot, le prolétariat pour Marx, les salariés pour qui voudra...

Ceci avait conduit, jusqu'au début des années 1980 à des institutions correspondant à des compromis sociaux (issus de luttes certes homériques) qui donnaient toute sa place au salariat. Le système fonctionnait bien comme Guizot l'avait décrit. Chaque lutte sociale d'importance débouchant sur des compromis.

La mise en place de l'Euro a été dans l'idée de ses concepteurs, il faut le savoir, une occasion unique d'imposer des « réformes structurelles » aux populations qui y étaient rétives (dont celle de la France...). Ceci est vrai dès l'origine, soit la rédaction du Traité de Maastricht. Je rappelle que Catherine Samary avait, à cette époque, appelé à voter « non ». Par quelle régression a-t-elle perdue de vue que le projet Européen de Maastricht a son unité est l'un des petits mystères de sa position actuelle...

Tout mouvement vers des structures fédérales, dans le contexte actuel, n'a pas d'autre but que de continuer à imposer la domination d'un cadre dégagé de tout contrôle démocratique sur les cadres nationaux où peuvent toujours se produire des luttes importantes. Autrement dit, les européistes essayent de sortir du système décrit par Guizot en soumettant les possibles compromis sociaux issus des luttes dans un cadre national à des règles dont eux seuls détiendraient les clefs. Il faut être aveugle pour ne pas voir ici le déni massif et constitutif de démocratie que ceci représente.

Bien entendu, un mouvement inverse ne produira pas à lui seul un résultat positif, mais il le rendra possible. Les fameux « Etats-Unis d'Europe » ne peuvent être aujourd'hui que néolibéraux, parce qu'il n'existe pas de « peuple » (au sens communauté politique) européen. On doit en prendre acte, et reconnaître dès lors la supériorité de l'État-Nation. Ici encore, nous retrouvons cette confusion qui me semble imprégner les deux textes de Samary et Khalfa entre le suffisant et le nécessaire. Je n'ai jamais prétendu que le retour à la pleine souveraineté serait une condition suffisante pour les changements institutionnels qui s'imposent, mais c'est un préalable, une condition nécessaire.

Dès lors, comme on le constate, le choix de l'instrument monétaire a bien une importance considérable pour les conditions sociales dans nos pays. Il a une importance théorique évidente. Il a une importance dans les conditions concrètes dans lesquelles nous vivons. Ici encore, il ne faut pas confondre nécessaire et suffisant. Bien entendu, l'instrument monétaire n'est en rien suffisant. Mais il est absolument nécessaire pour que l'on puisse passer à l'étape suivante.

De même, si l'Euro actuel ne nous satisfait pas (ce qui est la position de Catherine Samary et me semble-t-il de Pierre Khalfa) et si nous reconnaissons comme irréaliste toute possibilité de

faire évoluer l'Euro dans un délai décent, alors nous devons avoir le courage de reconnaître que seule la sortie de l'Euro peut nous permettre de retrouver notre souveraineté sociale (et monétaire). Bien sûr, ce n'est pas la meilleure des solutions. J'ai plaidé, et je continue de la faire, pour une monnaie commune fonctionnant non pas comme le SME², mais comme le « Bancor » de Keynes soit dans un cadre de contrôle de capitaux stricts et avec une banque jouant tout à la fois le rôle de Banque Centrale et d'agence de compensation pour le commerce des pays membres de ce système.

Ceux qui, confondant internationalisme et angélisme, laisseront à l'Extrême-Droite le monopole de ce thème en porteront la responsabilité devant l'Histoire.

² Catherine Samary fait la comparaison entre mon projet de monnaie commune et le SME, ce que l'on peut mettre sur le compte de l'ignorance, ne voulant pas croire à la déformation de mes propos...

LA MONNAIE ? L'EURO ?
NE PAS SE TROMPER DE DEBATS
Réponse à Jacques Sapir

Pierre Khalfa et Catherine Samary

Le débat entre partisans du « non de gauche » au TCE en 2005 et qui restent opposés aux actuelles politiques européennes dans le contexte de crise de l'euro, est difficile sur plusieurs plans - socio-politique, théorique (touchant à la monnaie). Ce sont sur ces deux terrains imbriqués que nous discuterons la réaction de Jacques Sapir à nos deux contributions – en regrettant ses procédés polémiques consistant à nous attribuer des analyses et ignorances qui ne sont pas les nôtres... Menons sérieusement le débat.

(1) Les termes du débat

Sapir nous dit qu'il « *considère qu'une monnaie unique, tant que n'existe pas un cadre politique unique [souligné par nous], est une erreur* ». Remarquons d'abord que, par rapport aux textes qui fondaient l'impossibilité d'une monnaie unique sur l'hétérogénéité des situations économiques des pays de l'Union, l'argument s'est déplacé¹. C'est mettre l'accent, comme nous le prônions, contre le fétichisme de la monnaie, sur les « sous-jacents » politiques et sociaux à expliciter, sous divers angles d'approches. Car cela ouvre, au moins, l'hypothèse d'un autre cadre politique possible.

L'euro existe, de notre choix ou pas. Il n'est pas une « erreur » (contrairement à ce que dit Sapir), mais un système soumis à des contradictions et une instabilité majeures pour ceux qui l'ont décidé. Doit-on aujourd'hui mener campagne pour sortir de l'euro au nom de la « souveraineté française » (et prôner à chaque peuple d'en faire de même au nom de « sa » souveraineté) ? Ou bien tourner les luttes socio-politiques de tous les peuples soumis à une Europe néolibérale dans la conquête d'une « souveraineté européenne » basée sur d'autres orientations et donc sur un contrôle social, public, pluraliste de l'usage qui est fait de l'euro – mais aussi de la livre sterling, ou de toute autre monnaie nationale ? Autrement dit, il faut mettre l'accent sur les finalités sociales et démocratiques, pour discuter de la fonction de la/des monnaie/s (et non l'inverse). Partir des politiques menées et chercher ce qui permettra de modifier les rapports de force et les consciences dans une logique coopérative, en combattant les chauvinismes nationalistes, qu'ils se revendiquent de l'euro - comme Sarkozy -, ou contre lui, comme les Le Pen.

Nous sommes en partie d'accord avec Sapir pour estimer que les bourgeoisies européennes ont établi ensemble l'euro et les traités actuels pour parvenir à imposer plus facilement aux peuples ce qu'ils avaient du mal à réaliser au plan national – des politiques de mise en concurrence de la

¹ Cet argument est particulièrement faible comme le montre l'exemple des Etats-Unis où l'hétérogénéité des Etats n'est pas moindre qu'en Europe, ce qui ne les empêche pas d'avoir le dollar comme monnaie.

force de travail et de démantèlement des acquis sociaux... Nous avons appelé à voter contre ces traités pour cette raison-là. Par contre, cela n'implique pas qu'un tel processus soit maîtrisé par ceux qui le soutiennent, ce que montre la crise actuelle, et que nous ne puissions pas exploiter l'élargissement des horizons de pensée et d'action européennes que permet la lutte dans/contre l'Union économique et monétaire (UEM) et donc contre les traités. Il serait vain d'attendre des mêmes gouvernants, avec les mêmes institutions, une autre politique que celle pour laquelle ils ont construit cette Union-là et ces institutions. Mais la soumission aux marchés perpétuera une instabilité européenne susceptible d'ailleurs de mettre fin à l'euro, sans que ce scénario soit en lui-même favorable aux luttes progressistes.

En cas de sortie de l'euro, le radeau « franc », soumis à la tourmente spéculative, ne serait guère facile à protéger : le taux d'ouverture du commerce français est plus élevé que celui de l'UEM et la dette française est détenue massivement sous forme de titres par des non résidents... Le retrait de l'euro, l'insertion de ce radeau franc dans une « flottille » basée sur une monnaie commune et un nouveau système monétaire européen, tel que Sapir le prône, impliqueraient (aux dires de Sapir lui-même), une banque centrale européenne jouant un rôle de chambre de compensation, tout en contrôlant le mouvement des capitaux... Et les exigences formulées ailleurs par Sapir, comme par les « Economistes atterrés », (monétisation des dettes publiques par les Banques centrales, et contrôle des marchés des capitaux...) sont indispensables, dans tous les cas de figures. Alors, comment imaginer une nouvelle coopération monétaire, si les conditions qui ont fait échouer l'euro ne sont pas modifiées ? Pourquoi une monnaie commune ne serait pas prise dans les mêmes contradictions que la monnaie unique ?

Un mot d'ordre de « sortie de l'euro » pourrait devenir pertinent. Encore faudrait-il que les conditions politiques en soient remplies et qu'une telle sortie n'aboutisse pas à aggraver les conditions de vie et de travail des populations et, *in fine*, à renforcer la domination des classes dirigeantes. C'est une question que Sapir ne se pose jamais.

De plus Sapir n'évoque jamais le fait que l'éclatement de la zone euro puisse se produire sous la pression des marchés. Sapir écarte d'un revers de main, sans argumenter, l'hypothèse d'une guerre monétaire à la suite d'un tel éclatement de la zone euro, dans les circonstances actuelles. On le comprend, c'est effectivement une hypothèse gênante pour lui, car elle signifierait que la sortie de l'euro dans les conditions actuelles, loin d'être favorable aux populations, aggraverait considérablement encore leurs conditions de vie et de travail.

Nous pouvons certes réfléchir sur ce qui pourrait se passer si un gouvernement progressiste, refusant les diktats des marchés, arrivait au pouvoir. Il pourrait être utile, par exemple, d'exploiter le poids de la France dans l'UE comme élément de « chantage » (nous sortirons de l'euro, si...) pour défendre la légitimité de mesures sociales prises en France et imposer une mise à plat des traités et des procédures européennes de prise de décision... De façon plus générale, le choix monétaire devrait être associé à des mesures sociales progressistes dans l'optique d'empêcher leur remise en cause et de les généraliser, et non pas dans la logique d'entrer en compétition avec d'autres peuples.

Par conséquent, notre démarche devrait être tournée, en toutes circonstances, vers une autre Europe, qui est l'échelle pertinente pour la résistance aux marchés financiers et au dumping fiscal, autant que pour « penser » des transports publics, des services publics de santé et

d'éducation échappant aux impasses de la concurrence. De ce point de vue, nous devrions prolonger ce que fut notre campagne pour un « non de gauche » au TCE, pour « une autre Europe » : ce que Sapir critique justement comme « incantatoire ». Oui, nous assumons la constance de ce combat comme une des dimensions essentielles de notre démarche qui nous distingue de la critique de droite ou d'extrême droite de la construction européenne.

Voilà synthétiquement le sens de notre débat. Mais répondons de plus près à quelques arguments avancés par Jacques Sapir.

(II) La conception de la monnaie

Jacques Sapir nous dit se situer entre deux extrêmes qu'il critique : une approche de la monnaie qu'il désigne comme « essentialiste » avec Aglietta et « dans une moindre mesure Orléan » qui « voient dans la monnaie une institution centrale aux économies capitalistes » ; et à l'autre extrême une position (Samary) qui, selon lui, parce qu'elle critique la « fétichisation » de la monnaie, « tend à minorer » celle-ci « au point de la considérer comme secondaire » ou d'en ignorer les déterminants. On ne voit pas où il fonde un tel raisonnement.

Disons synthétiquement ici, pour clarifier les choses, que, loin de considérer la monnaie comme « secondaire », nous adhérons à la thèse que Sapir appelle « essentialiste », et qu'il rejette, sans partager l'ensemble des analyses des auteurs cités. Oui, la monnaie est *centrale* au capitalisme, mais elle lui a préexisté, évidemment. Sa place, les « cycles marchands » et les rapports sociaux et de propriété dans lesquels elle s'inscrit, ont été radicalement transformés par le capitalisme. Nous intégrons dans notre patrimoine intellectuel l'approche commune de Marx et de Keynes considérant le capitalisme comme un *système monétaire de production*, organiquement tourné vers la recherche et l'accumulation d'un profit monétaire. Ils se distinguent de ce point de vue des visions « dichotomiques » des classiques et monétaristes néo-libéraux qui séparent sphère monétaire et sphère dite « réelle ». Mais, avec Polanyi, nous mettons l'accent sur la « grande transformation » que le capitalisme a introduit en transformant en marchandise la monnaie, la terre et la force de travail. Enfin, nous intégrons l'analyse de la « construction européenne » et de ses phases dans l'histoire longue du système-monde capitaliste et de ses « grandes crises »,

Contre les thèses « essentialistes ou minimalistes », Sapir nous propose la thèse « *de la monnaie comme une institution importante mais dont le rôle doit être apprécié en conjonction avec d'autres institutions, comme la nature des relations sociales (la confiance), ou les structures de l'appareil productif* ». A ce niveau de généralité, nous n'avons pas de désaccords. Mais quelle conclusion tire Sapir de cette proposition ? Il nous affirme dans la foulée : « *Si ces institutions donnent un sens à la monnaie, celle-ci permet, ou ne permet pas, la réalisation des compromis sociaux et économiques qui fondent ces autres institutions* ». La monnaie n'est alors pas seulement « importante », elle devient primordiale puisque c'est elle qui permet ou pas la réalisation des compromis sociaux. On a là, de toute évidence, un fétichisme de la monnaie. Disons immédiatement notre désaccord total. Si effectivement telle ou telle politique monétaire peut être plus ou moins favorable à tel ou tel compromis social, ce n'est pas la monnaie qui les « permet » ou pas : des droits sociaux ont été arrachés depuis l'émergence du capitalisme, avec ou sans étalon or, avec ou sans monnaie bancaire, avec ou sans transformation du rôle des banques centrales... en fonction de processus complexes des luttes de classes.

(III) La souveraineté monétaire, pour qui et pour quoi faire – donc, à quel niveau ?

Jacques Sapir reconnaît que l'on peut avoir une politique avec une monnaie nationale qui soit aussi nocive que celle que nous avons avec l'euro. Mais, dit-il, « *une politique alternative ne pourra être menée que [souligné par nous] si nous récupérons notre souveraineté monétaire* ». Mais qui est ce « nous » ? Que signifie cette « souveraineté » dite « condition nécessaire » bien que pas suffisante ?

C'est là que le débat sort de la question monétaire. Sapir nous explique que « *nous savons depuis François Guizot que la construction des institutions est le produit de la lutte des classes (1828)* », en ajoutant, « *Nous savons aussi que ceci fonctionne dans un cadre relativement clôt, celui de l'Etat-Nation* »². Il y a là plusieurs idées que Sapir fait mine d'enchaîner, mais qui sont totalement distinctes. Que les institutions soient le produit de la lutte des classes, au moins en partie, nous n'en doutons pas. Que la démocratie suppose un « cadre relativement clôt », pareillement.

Mais c'est ce « relativement » qu'il faut creuser. Pourquoi ce cadre clôt devrait-il *ad vitam aeternam* être celui de l'Etat-Nation ? D'ores et déjà, l'expérience mondiale « en pointillés » (sans modèle achevé et satisfaisant, évidemment) souligne l'exigence et l'émergence de divers « espaces » politiques à géométrie variable, infra-étatiques, nationaux, plurinationaux et supranationaux. Les « Etats-Nations » sont des réalités « historiques » donc en partie dépassables et contestables sous l'angle démocratique quand ils enferment mal ou trop les choix politiques, sans même parler de la logique guerrière dont ils peuvent être porteurs dans certaines circonstances. Pourquoi, de plus, un cadre « relativement clôt » ne pourrait-il pas être européen (sans mettre ici une « définition » normative et « unitariste » à cet « espace ») ? Pourquoi enfin les « luttes homériques » auxquelles fait allusion Sapir, et qui ont permis l'existence de conquêtes sociales au niveau national, ne pourraient-elles pas avoir lieu au niveau européen ? La réponse de Sapir est claire : « *parce qu'il n'existe pas de "peuple" (au sens communauté politique) européen* ».

Sapir précise que par « peuple », il entend « communauté politique », conception issue de la tradition des Lumières, et que nous pouvons reprendre. Mais si c'est de communauté politique qu'il s'agit, et non pas d'une conception culturelle ou ethnique du peuple, celle-ci se construit à travers l'existence de mobilisations communes, d'institutions existantes, comme le Parlement ou l'euro, dont on peut certes contester le statut et le fonctionnement, mais qui ont un effet structurant et que nous pouvons utiliser. Il s'agit de créer des contre-pouvoirs (cf. les forums sociaux européens et des propositions de fonds européens solidaires) et de faire vivre un espace public européen. Ce sont des réalités certes embryonnaires aujourd'hui, mais néanmoins présentes.

² Quel que soit l'intérêt historique des analyses de Guizot, on reste perplexe sur l'intérêt de le citer dans ce débat. D'une part, Guizot était un penseur libéral partisan du suffrage censitaire, mais surtout nous savons, non pas depuis Guizot, mais depuis Athènes et Thucydide, soit quand même plus de 2000 ans auparavant, que la démocratie suppose un cadre relativement clôt, demande des institutions et que celles-ci sont en partie le produit des luttes de classes.

Il ne s'agit donc pas de contester ni l'urgence et la pertinence démocratique des luttes politiques et sociales dans chaque pays membre, ni la difficulté des luttes européennes, mais de chercher tout ce qui peut favoriser l'émergence d'un «sujet européen » politique, souverain et pluriel. La notion de peuple n'est pas une notion essentialiste mais une construction historique. Or nous sommes concernés par un processus historique qui est en cours.

Dire ceci ne signifie pas que les Etats-Nations vont disparaître, mais que la construction européenne devra articuler au moins ces deux niveaux : c'est le débat politique, sur la base de l'analyse concrète des problèmes à résoudre et des expériences réalisées, qui devra trancher sur ce qui relève du niveau national et ce qui relève du niveau européen. La crise européenne actuelle et les plans sociaux européens, à la fois injustes et inefficaces, ouvrent une fenêtre d'opportunité pour l'action politique européenne, cette lutte de classe porteuse de rapports sociaux, de buts et donc d'institutions nouvelles... à l'échelle européenne.

Cependant, l'approche de Sapir, comme paradoxalement celle des fédéralistes, présente le niveau européen de l'action politique (et monétaire) comme devant être unifié pour être pertinent. Elle fait de l'Europe une simple transposition, à une autre échelle territoriale, d'un « Etat-nation » unifié (approche « unitariste » du cadre politique). Il passe ainsi totalement à côté d'un fait historique nouveau : la construction d'un nouvel objet politique qui n'est pas le strict décalque de l'Etat-Nation.

Une politique alternative aux régressions sociales qu'imposent les politiques et mécanismes soumis aux marchés financiers implique évidemment de (re)conquérir la maîtrise des pouvoirs de décision et de contrôle, notamment, au cœur de l'économie, le contrôle des financements, donc de la/des monnaie/s et des marchés financiers. Mais à quel niveau ? La majeure partie des échanges commerciaux des pays européens sont intra-européen, avec, pour beaucoup de pays, un taux d'ouverture (part des exportations rapportées au PIB) plus faible à ce niveau qu'au plan national. Et les tableaux que nous montre Sapir soulignent... les points communs que partagent la majeure partie des pays concernés, faisant ainsi apparaître un potentiel d'exigences communes face à des pouvoirs de décisions réels européens qu'il faut affronter.

(IV) L'extrême droite

Sapir termine son texte par une remarque sur l'extrême droite. Parlant de la sortie de l'euro, il affirme : « *Ceux qui, confondant internationalisme et angélisme, laisseront à l'Extrême-Droite le monopole de ce thème en porteront la responsabilité devant l'Histoire* ». Au-delà du caractère grandiloquent de ce type de déclaration, son fond politique est très inquiétant. D'une part, l'idée qu'on combat l'extrême droite en s'emparant de ses thèmes a déjà démontré sa dangerosité dans l'Histoire. Mais, nous dira Sapir, le thème de la « sortie de l'euro » n'appartient pas à la seule extrême droite, pas plus que le « non » au Traité constitutionnel européen ne lui appartenait. C'est vrai, mais à la condition de nous donner les moyens de poursuivre la logique d'un « non de gauche » qui se distingue de Le Pen. Et ceci n'est possible qu'en développant deux axes de différenciation radicale : celui qui s'oppose à l'ensemble des problématiques de « l'identité nationale » xénophobe, sécuritaire et raciste (en incluant la revendication du droit de vote pour les immigrés résidents) ; et celui de l'autre Europe, qui ne rejette pas « en principe » la construction d'un sujet politique européen, pluriel, démocratique...

Conclusion

Au-delà des arguments théoriques sur la monnaie, deux questions ressortent de ce débat. La première est, comme nous venons de le voir, l'analyse du rôle, de la place et de la définition des Etats-Nations dans le processus historique. Nous pensons qu'il faut approfondir et étendre les modalités de la souveraineté populaire dans de nouveaux espaces politiques non réductibles aux Etats-Nations. C'est le premier point de désaccord avec Sapir. La seconde tient au prétendu réalisme des propositions qui nous rabattent sur ce cadre. Or, si l'on se situe d'un point de vue progressiste, rien n'est aujourd'hui réaliste au vu des rapports de forces sociaux et politiques. Il n'est pas plus réaliste de croire qu'un gouvernement voulant radicalement combattre le néolibéralisme arrive au pouvoir dans des délais raisonnables dans un pays européen que de penser que des mobilisations sociales puissent infléchir notablement la construction européenne - et surtout, vu l'imbrication des enjeux, nous devrions escompter et rechercher une interaction d'actions européennes et nationales qui se renforcent les unes les autres. Nous pouvons parier sur une crise qui, s'approfondissant, modifie les circonstances et transforme les conditions de mobilisations et la conscience des possibles, avec la responsabilité, dans ce cadre, de porter un projet qui favorise leur émergence.

Janvier 2011